

Le Pérou défend sa démocratie participative.ⁱ

« Quand des partis ou des hommes se trouvent assez persuadés de leurs raisons pour accepter de fermer la bouche de leurs contradicteurs par la violence, alors la démocratie n'est plus. » (Albert Camus)ⁱⁱ

Inti Sotelo et Bryan Pintado étaient étudiants, ils avaient respectivement 22 et 24 ans. Ils sont morts ce samedi 14 novembre 2020, assassinés par les forces de l'ordre alors qu'ils manifestaient pacifiquement comme des dizaines de milliers de péruviens et péruviennes, pour sauver leur démocratie encore si fragile.

L'année 2020 restera une année noire pour le Pérou, un des pays les plus touchés par la pandémie du coronavirusⁱⁱⁱ. Au milieu de celle-ci, une crise politique d'une rare intensité a explosé le 9 novembre. Ce jour-là, à contrecourant de l'opinion publique^{iv}, le parlement a décidé de destituer le président Martin Vizcarra, investigué pour corruption, considérée par 105 de 130 parlementaires comme une « incapacité morale permanente » (article 113 de la constitution péruvienne)^v, et par conséquent d'offrir le mandat du pouvoir exécutif au président du pouvoir législatif^{vi}. Au-delà du débat juridique autour de l'interprétation de cet article, cette destitution a été directement rejetée par la majorité de la population et taxée de coup d'état déguisé. Et les faits semblent confirmer cette hypothèse : un pseudo-président reconnu seulement par un groupe de citoyens d'une droite ultra-conservatrice cherchant à reprendre le pouvoir depuis plusieurs années ; le choix d'un gouvernement dirigé par un de ceux-ci ; un agenda parlementaire rapidement mis en œuvre, comme un lapin sorti par magie d'un chapeau buse ; de nouveaux ministres voulant révoquer des procureurs ou des vice-ministres non alignés ; tout semblait pensé et bien organisé pour coopter l'état à travers ses différents pouvoirs et ses institutions.

Les enjeux étaient de taille, car en plus des risques d'influencer, voire remettre en cause le processus d'élections générales du 11 avril 2021 (président et parlement), les parlementaires promoteurs de la destitution ont mis en œuvre leur agenda et l'approbation d'initiatives législatives dès le 10 novembre : corruption^{vii} et capture des institutions en accélérant l'élection des nouveaux membres du Tribunal Constitutionnel^{viii} ; business des universités privées en supprimant des éléments clés de la réforme éducative permettant ainsi la création de nouvelles universités, dont plusieurs parlementaires sont propriétaires ; capture du budget de la nation 2021 en conditionnant son approbation à des intérêts personnels et corporatifs ; intérêts économiques en flexibilisant les normes environnementales et d'accès à la terre au profit de quelques entreprises.

Chronologie de l'histoire d'une crise :

- Juillet 2016 : le président Kuczynski prête serment comme président de la République du Pérou pour une période de 5 ans, après avoir gagné de justesse les élections présidentielles contre Keiko Fujimori. Le parti de cette dernière, Fuerza Popular a obtenu la majorité des sièges au parlement, 73 de 130.
- Mars 2018 : le président Kuczynski démissionne sur fond d'allégations de corruption et de pots-de-vin. Son vice-président, Martin Vizcarra, devient président pour le restant de la période.
- Juillet 2018 : un nouveau scandale de corruption est mis à jour, celui des Cols Blancs, qui discrédite le système judiciaire national auprès de la population et la dissolution de Conseil National de la Magistrature (CNM).
- Décembre 2018 : Référendum pour approuver une réforme judiciaire et politique, entraînant une refonte de l'entité procédant aux nominations au sein de la magistrature (Cour Nationale de Justice remplaçant le CNM) ; une réforme sous un caractère très strict du financement privé des partis politiques et des campagnes électorales de leurs candidats ; l'interdiction pour les parlementaires d'effectuer un second mandat consécutif.
- Septembre 2019 : le président Vizcarra dissout le parlement en respect de la constitution et appelle aux élections législatives. Faisant suite à cette décision, la seconde vice-présidente démissionne de sa fonction, démission qui sera ratifiée par le nouveau parlement quelques mois plus tard.
- Janvier 2020 : élections législatives avec comme résultat une fragmentation du parlement entre 9 partis dont le plus important obtient moins de 20 % des sièges. Le président Vizcarra n'est rattaché officiellement à aucun parti.
- Mars 2020 : les nouveaux parlementaires prennent leurs fonctions dans un contexte de début de pandémie COVID-19 et du confinement en décollant.
- Septembre 2020 : 1^{ère} tentative de destitution du président pour cause d'incapacité morale permanente.
- Octobre 2020 : présentation des listes de candidats à la présidence pour les élections nationales prévues le 11 avril 2021 : 24 partis politiques enregistrés.

Tout semblait bien pensé, bien organisé, mais comme dans tout plan, il y avait une faille. La classe politique, dans son intégralité, n'écoute plus la population depuis longtemps et par conséquent, n'a pas vu venir ce raz-de-marée populaire, dû au ras-le-bol généralisé, en particulier face une classe politiques impliquées dans de nombreuses affaires de corruption. La « Génération Bicentenaire »^{ix} a pris le leadership et a manifesté pacifiquement son désaccord avec la destitution dès le 9 novembre. Face à cette marée qui s'est étendue dans toutes les villes principales du pays, le nouveau gouvernement a réagi avec une rare violence, notamment à Lima où les forces de l'ordre ont réprimé les manifestations avec un usage disproportionné de la force. « Vous vous êtes trompés de génération », pouvait-on lire et entendre dans la rue. Malgré les réclamations des manifestants, de la société civile, de nombreuses institutions et de la communauté internationale après la première grande marche nationale du 12 novembre, le gouvernement a nié tout usage de la force, en réitérant, au contraire, son plus grand appui aux forces de l'ordre. La suite fut dramatique autant que prévisible. L'intervention violente de la police aura causé la mort de 2 personnes, 114 blessés, de nombreux disparus et des séquestrations avec abus et violence. Un grand nombre d'arrestations a eu lieu. Des actes violents contre les journalistes et les photographes de différents médias ont également été signalés. Aux dires de nombreuses personnes, de telles exactions n'avaient plus été observées depuis les années 90. Les fantasmes du passé étaient de retour.

Ces exactions ont provoqué l'émoi, la rage, l'indignation, l'incompréhension et le rejet de toute la population et de toutes les institutions dignes de ce nom, tant nationales qu'internationales. Les ministres ont renoncé l'un après l'autre dès l'annonce des 2 décès ; les parlementaires ont demandé la démission du pseudo-président ; ils se sont réunis le lendemain pour trouver une solution à la crise. Après débats et discussions difficiles, tendues et imprévisibles, le parlement a finalement élu son nouveau président et ses 3 vice-président-e-s, les quatre ayant voté contre la destitution. Le lundi 16 novembre, après 7 jours de tension et d'angoisse, le Pérou retrouvait un certain calme et un peu d'espoir. Le nouveau président de la République, Francisco Sagasti (Parti Morado, centre droite) semble jouir d'une légitimité pour guider la transition, tout comme la nouvelle présidente du parlement, Mirtha Vasquez (Frente Amplio, gauche). Cette sensation est renforcée par le contenu du discours d'investiture, durant lequel le président a demandé pardon aux victimes et à leurs familles, et promis qu'il n'y aurait pas d'impunité^x ; et par le choix des membres du gouvernement^{xi}. La transition sera de courte durée et la tâche immense, afin de récupérer la confiance et l'espoir, et gérer les crises, sanitaire, économique et environnementale. F. Sagasti s'est engagé : « A quelques mois du bicentenaire de notre indépendance, nous ferons l'impossible pour rendre à tout le pays l'espérance en un futur meilleur. » La vigilance sera de mise tout comme la participation aux efforts démocratiques de « reconstruction ».

Inti et Bryan sont devenus sans le vouloir des héros de la démocratie pour les uns, des martyrs pour les autres. Une fois de plus, il aura fallu passer par la mort d'innocents pour obtenir des changements, comme si l'être humain, dans son misérabilisme récurrent, n'apprenait jamais de son histoire. Mais dans cette période d'anomie, une jeune génération a pris le relai pour défendre la démocratie. Sans doute celle-ci n'est pas parfaite mais elle a montré durant des siècles qu'elle était la plus encline à répondre aux besoins des populations, y inclus les minorités. Ce nouveau dynamisme démocratique nous encourage, mais nous appelle aussi à redoubler notre engagement pour y contribuer, pour renforcer la société civile comme un

de ses piliers indispensables. La « Génération Bicentenaire » attend que nous l'écoutions et que nous lui laissions de l'espace pour s'exprimer et s'épanouir. Espérons que nous serons à la hauteur.

ⁱ Écrit par Pierre Rouschop, 19 novembre 2020. Le contenu de ce texte relève de la seule responsabilité de son auteur et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues d'Eclosio.

ⁱⁱ Camus à "Combat", Albert Camus, éd. Gallimard, 2002

ⁱⁱⁱ A la date du 15/11/2020, la première vague n'est pas encore arrivée à 0. Ce même jour, 4.835 personnes sont encore hospitalisées dont 994 aux soins intensifs. Chaque jour on compte encore entre 30 et 60 décès. Au total, selon les critères de l'OMS, 35.270 personnes sont décédées du COVID ; mais on constate un excès de 85.400 décès depuis mars 2020, en comparaison à la même période en 2019. <https://opencovid-peru.com/>

^{iv} Selon IEP (Informe de Opinión – Noviembre 2020, Encuesta telefónica a nivel nacional), 91 % de la population péruvienne est contre la destitution du président. <https://iep.org.pe/wp-content/uploads/2020/11/Informe-IEP-OP-Noviembre-2020.pdf>. Non pas par soutien au président Vizcarra, mais parce que le processus des élections générales était lancé et que sa sortie était prévue en juillet 2021.

^v Constitution Politique du Pérou, 1993. Article 103- La présidence de la République est vacante en cas de : 1. Décès du Président de la République ; 2. Incapacité morale ou physique permanente du Président, déclarée par le Congrès ; 3. Acceptation de sa démission par le Congrès ; 4. Quitter le territoire national sans l'autorisation du Parlement ou ne pas y revenir dans le délai fixé ; et 5. destitution, après avoir été sanctionné pour l'une des infractions mentionnées à l'article 117 de la Constitution.

^{vi} Ordre de succession : 1er vice-président ; 2ème vice-président ; président du parlement. Voir « chronologie de l'histoire d'une crise » pour mieux comprendre...

^{vii} Dans un rapport publié par El Foco le 6 novembre (Eloy Marchán : La lista completa de los congresistas con expedientes en el Ministerio Público), 68 parlementaires sont sur le coup de procédures judiciaires en cours. <https://elfoco.pe/informes/todos-los-congresistas-con-expedientes-en-el-ministerio-publico/>

^{viii} Le TC est évidemment d'une grande importance puisqu'il est souvent amené à statuer en dernier recours pour donner un avis sur la légalité d'une loi, sur une décision de justice ou une interprétation de la constitution. Dans le cas présent, le TC a-t-il vraiment pris ses responsabilités ? Rien n'est moins sûr. Lors de la première demande de destitution du président en septembre, celui-ci a déposé une « demanda competencial » pour que le TC se prononce sur la manière d'interpréter l'« incapacité morale permanente » afin d'éviter qu'elle soit utilisée à tort et à travers pour essayer de destituer les futurs présidents et par conséquent emmener le pays vers l'ingouvernabilité. Par ailleurs, le président demandait également une mesure de suspension du processus de destitution jusqu'à ce que le TC ait donné son interprétation. Le TC a non seulement refusé la mesure de suspension mais également a rejeté la demande « competencial » ce 19 novembre 2020. L'incapacité morale permanente reste par conséquent libre d'interprétation par les parlementaires.

^{ix} En 2021, le Pérou célébrera son bicentenaire.

^x Discours complet disponible sur le site : https://ia601508.us.archive.org/1/items/fco-sagasti-discurso-investidura/FcoSagasti_Discurso_investidura.pdf

^{xi} Aucun-e des nouveaux-elles ministres n'est membre d'un parti politique. Liste complète sur le site <https://www.gob.pe/pcm/ministros>. Notons comme exemples que le ministre de l'agriculture est un convaincu de l'importance de l'agriculture au nom de laquelle il a prêté serment et que le ministre de la justice a été défenseur du peuple durant plusieurs années, reconnu par tout le monde pour son intégrité.